



Le journal des élu-es du Val d'Oise soutenus par le Parti de Gauche 95



N°4

Octobre 2015

Edito

Sommaire :

- P1: Edito
- P2&3: Ermont: Question orale et tribune
- P4: Auvers sur Oise: Tribune et pétition.
- P5: Cergy: Tribune.
- P6 & P7: Utopia:
- P8: Pétition
- P9-10-11: Revue de presse et pétition
- P12: Fruits & Légumes de saison. Contacts.

Construisons l'alternative citoyenne !

Ils ont beau nous répéter qu'il "n'y a pas d'alternative", des résistances se font jour. Des salariés en lutte comme à l'hôpital de Villiers-le-Bel, les comités de défenses de l'hôpital d'Argenteuil, de la poste, des associations contre les grands projets inutiles du Triangle de Gonesse ou de l'entrepôt de Puiseux Pontoise : sous mille formes, chaque jour, des citoyens inventent un monde nouveau. Mais ces initiatives sont dispersées et trop souvent isolées. Toutes s'opposent pourtant aux politiques d'austérité du gouvernement et de l'Union Européenne. Toutes s'opposent à des décisions prises sans le peuple et contre le peuple. Mettons fin à



l'éparpillement !

Il est temps de se rassembler pour construire une alternative.

Dans ce nouveau numéro vous pourrez trouver les différents combats que mènent les différents élus du Val d'Oise qui ont notre soutien. Vous trouverez aussi comment grâce au partenariat avec le cinéma Utopia de Saint-Ouen l'Aumône, nous poursuivons notre action d'éducation populaire.

Ensemble, nous pouvons tout !



<http://www.rassemblementcitoyenidf.fr/>

**Françoise Jolly
Patrice Lavaud
Co-secrétaires du
Parti de Gauche 95**



M. Portelli, Mesdames et Messieurs les élus.

Une nouvelle répartition des ATSEM a été décidée en juin, juste avant les vacances scolaires, réduisant le nombre de postes par école.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de revenir sur la soudaineté, voire la brutalité de l'annonce et sur les postes de vacataires qui ont été supprimé à cette occasion.

Il s'agit de constater la situation actuelle dans les écoles après cette décision.

Les ATSEM ont subi un changement important de leur fonction sans aucune préparation : changement des tâches, changement des repères, changement du fonctionnement.

Les ATSEM souffrent de ces nouvelles conditions de travail et nous souhaitons savoir comment vous comptez répondre aux difficultés que rencontrent les équipes éducatives des écoles d'Ermont ? Il est arrivé sur le groupe Anatole France,

suite à un accident subi par une ATSEM, fatiguée, qu'il n'y ait qu'une ATSEM pour 115 élèves.

Vous avez également rallongé le nombre de jour de carence avant que l'on puisse embaucher une remplaçante en passant de 4 à 6 jours.

Pouvez-vous nous donner des informations concernant le nombre de jours d'arrêt des personnels depuis la rentrée

et le nombre réel d'ATSEM par école en moyenne ?

Quelles sont les mesures que vous allez mettre en place pour remédier au manque de personnel ?

Nous nous faisons le relais de l'inquiétude croissante des parents et des enseignants et pensons tout comme eux qu'il est urgent de revenir au fonctionnement antérieur avec une ATSEM par classe permettant aux enfants d'Ermont d'être accompagnés correctement dans leur scolarité.

Patrice Lavaud

Conseiller municipal du groupe Energie Citoyenne Ermont

<http://energiecitoyenneermont.fr>

ERMONT Débat lors du dernier conseil municipal

L'Echo du 4 novembre 2015

Y a-t-il assez d'ATSEM ?

La question fait débat. Elle est venue sur le tapis lors du dernier conseil municipal. L'élu d'opposition, Patrice Lavaud (Parti de gauche), du groupe Energie citoyenne Ermont, a interrogé le sénateur-maire, Hugues Portelli (LR). Selon lui, il n'y pas assez d'ATSEM par école.

« Une nouvelle répartition des ATSEM (Ndlr, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, chargés d'assister les enseignants) a été décidée en juin, juste avant les vacances scolaires, réduisant le nombre de postes par école. Ils ont subi un changement important de leur fonction sans aucune préparation, et souffrent de ces nouvelles conditions de travail. Il est arrivé au groupe Anatole-France, suite à un accident subi par une ATSEM, fatiguée, qu'il n'y ait qu'une ATSEM pour 115 élèves. »

Patrice Lavaud évoque « l'inquiétude croissante des parents et des enseignants. Il est donc urgent de revenir au fonction-



Les ATSEM sont les agents territoriaux chargés d'assister les enseignants dans les écoles maternelles (photo d'illustration)

nement antérieur, avec une ATSEM par classe, permettant aux enfants d'Ermont d'être accompagnés correctement dans leur scolarité.

Anatole-France

Selon la municipalité, la situation à Anatole-France était « tout à fait exceptionnelle », engendrée par deux arrêts de travail simultanés. Elle estime que cette école est « plutôt bien dotée, avec trois ATSEM pour quatre classes ». « L'action édu-

cative a réagi très vite en remplaçant les ATSEM et n'a pas tenu compte des jours de carences », insiste la mairie, qui se dit « très attachée à la qualité de l'intervention du personnel auprès des enfants et à la sécurité ». Elle affirme que « des milliers d'écoles en France fonctionnent avec une ATSEM pour deux classes ».

Sur les nouvelles conditions de travail, la mairie reconnaît la fatigue des agents, malgré une réorganisation du travail (trans-

fert d'une partie du ménage à une entreprise par exemple). Ce serait lié aussi, selon la municipalité, à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. « Les ATSEM disent aussi qu'elles arriveront à s'adapter à la nouvelle organisation ». La ville souligne mettre à jour chaque année une liste d'agents vacataires capables de suppléer l'absence de plusieurs ATSEM. « Mais trouver du personnel qualifié n'est pas toujours évident. » Daniel CHOLLET

ERMONT

Des Atsem « en souffrance » selon l'opposition

■ La nouvelle répartition des Atsem (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) ne passe pas bien à Ermont. Le conseiller municipal d'opposition (PG) Patrice Lavaud, de la liste Energie citoyenne Ermont, a interpellé le maire (LR), Hugues Portelli, à ce sujet lors du dernier conseil municipal. « Le nombre de postes par école a été réduit », détaille-t-il. « Les Atsem ont subi un changement important de leur fonction et souffrent de ces nouvelles conditions de travail », estime Patrice Lavaud. « Il est arrivé sur le groupe Anatole-France, qu'il n'y ait qu'une Atsem pour 115 élèves. » L'élu assure être le relais de l'inquiétude des parents et enseignants et réclame un retour au fonctionnement antérieur avec un poste par classe.

Le Parisien, 26 octobre 2015

COP 21 : agissons maintenant !

La France accueille la COP 21 du 30 novembre au 11 décembre 2015.

En 130 ans, la température moyenne du globe a augmenté de 0,85°C. Ce dérèglement s'accélère, provoquant de plus en plus de catastrophes climatiques. De 50 événements exceptionnels par an sur la période 1970-1985, on en enregistre 120 depuis 1995. La hausse du niveau des océans attendue pour la fin du siècle amènerait le recul des côtes françaises et l'engloutissement de la Camargue.

Mais cette température pourrait atteindre 4,8°C à l'horizon 2100 par rapport à la période 1986-2005, dans le scénario le plus pessimiste établi par le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), c'est-à-dire si les émissions de gaz à effet de serre continuent à leur rythme actuel.

Face à cette menace, de grands groupes industriels irresponsables préfèrent truquer les tests anti-pollution de leurs automobiles, au lieu de participer activement à la protection



de notre environnement. Une pratique condamnable, qui pourrait bien n'être que la partie visible de l'iceberg.

Si rien n'est fait d'ici 2020, le réchauffement à long terme sera d'au moins 3°C car le CO2 séjourne dans l'atmosphère un bon siècle

Les objectifs fixés à la COP21 ne sont pas à la hauteur des enjeux. Il faut modifier en profondeur nos modes de production et de consommation.

A Ermont, nous renouvelons notre proposition de mettre en place un **Plan Local d'Action pour la Gestion de l'Energie**.

En 2012, un document de la mairie listait les étapes... entre autres : Action 17, faire des économies d'énergies dans le patrimoine municipal. Le 15 décembre 2011, le conseil municipal ratifiait la signature de la convention « 5e Combustible » du SIGEIF (Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France).

L'idée du cinquième combustible est de considérer **les économies d'énergie comme un combustible** à part entière. Le SIGEIF propose un bilan énergie patrimonial à la suite duquel des axes de progrès seront préconisés, une étude d'optimisation tarifaire réalisée et un tableau de bord Énergie fourni à la collectivité. Il identifie également **les quinze bâtiments** méritant un travail plus approfondi. Les données nécessaires à la réalisation de ce bilan énergétique ont été fournies au SIGEIF en 2012. **Les premiers résultats ne sont toujours pas connus en novembre 2015 !!**

Nous n'avons plus de temps à perdre!

Patrice Lavaud

ener-

gie.citoyenne@laposte.net

http://

energiecitoyenneermont.fr



Ma tribune libre dans le prochain Auvers Mag' (avant censure, s'il y en a ?...).

Auvers sur Oise est en cours de désertification médicale. Sur les trois médecins généralistes installés, deux partiront bientôt à la retraite. Trois, cela ne permet pas d'assurer aux Auversoises et aux Auversois un accès à un service de santé de proximité rapide et efficace, alors n'imaginons pas la ville avec un seul généraliste. La majorité municipale a décidé d'annuler le projet cabinet médical rue du Pois, et reste floue sur un éventuel plan à ce sujet. Avec le Front de Gauche, nous proposons de travailler sur un centre de santé publique. Un dossier et une pétition de 400 signatures avaient été déposés. Cette alternative a été refusée par notre Maire. Un projet privé de cabinet médical en centre-ville a vu le jour, sans soutien et cherche aujourd'hui des praticiens. Notre mobilisation pour obtenir des aires de jeux de qualité est un succès. Un espace pour enfants sera installé prochainement dans le parc Van Gogh.

Nolwenn Clark, conseillère municipale non-inscrite Front de Gauche »

Plus d'informations : auversci-toyenne.wordpress.com



Pour des aires de jeux pour enfants à Auvers sur Oise de qualité et entretenues ! Signez la pétition !:

https://www.change.org/p/isabelle-m%C3%A9zi%C3%A8res-maire-d-auvers-sur-oise-pour-des-aires-de-jeux-pour-enfants-%C3%A0-auvers-sur-oise-de-qualit%C3%A9-et-entretenu%C3%A9s?source_location=petitions_share_skip



Aux « compagnons de l'unité »

Chers camarades,

Vous avez appelé la population à voter pour l'unité de la gauche et des écologistes. Nous aurions aimé pouvoir vous répondre favorablement avec les 250 000 personnes qui vous font encore confiance. Pourquoi aujourd'hui n'avons nous pas répondu présents ? Nous ne sommes pas les seuls car 30 départements du Parti Socialiste ont refusé d'aller à la bataille.

Nous le disons dans nos tribunes : nous pensons que l'austérité imposée aux collectivités locales va réduire très considérablement les investissements dont le pays a besoin et réduire le service

public. Dans le rapport de la commission du budget du 27 juillet 2015, le PS a fait quelques propositions courageuses même si nous ne les partageons pas toutes. Mais il était enfin reconnu que « *l'offre sans la demande, c'est une économie sans la croissance ni l'emploi... C'est pourquoi nous devons agir pour soutenir les relais de croissance en France, en commençant par un puissant effort d'investissement privé comme public* » assorti d'un appel à un « *Pacte de solidarité* ». Le gouvernement a tourné le dos à cette proposition ambitieuse. Fermez le ban !

Si cette affaire d'unité était sérieuse, il y eu aurait des rencontres régulières avec les syndicats, les associations et les partis politiques pour élaborer un projet de programme au-delà d'une simple

culpabilisation. Mais cette réalité là ne s'impose pas. Elle s'égare avec des pseudos partis arrangés ou issus de divisions récentes.

Pour réaliser l'unité, nous souhaitons un autre combat : contre les idées réactionnaires de la droite extrême et de l'extrême droite bien sûr mais aussi une véritable volonté de réformer de la fiscalité, un soutien aux collectivités territoriales et une relance de l'économie par le prisme de l'écologie.

Par ailleurs, le traitement infligé aux salariés d'Air France dans leur bataille contre un plan social de grande ampleur ne peut pas venir d'un gouvernement issu de la gauche. À moins que soit définitivement adopté qu'il faille lâcher les salariés et les ouvriers comme le suggère un groupe de réflexion socialiste.

Rachid BOUHOUCHE, Françoise COURTIN, Anne LEVAILLANT, Thierry THIBAUT





Soirées débats CINEMA UTOPIA

Séance exceptionnelle le mardi 3 novembre à 20h30 à Utopia Saint-Ouen l'Aumône

en présence de l'extraordinaire cinéaste, poète et philosophe franco grec Yannis Youlountas, qui nous plongera au cœur de la résistance du peuple grec.

Soirée soutenue par le Parti de Gauche, Europe Ecologie les Verts, les Amis de la Confédération Paysanne, le NPA, le collectif antifasciste 95 et Alternative Libertaire.

JE LUTTE DONC JE SUIS

Yannis Youlountas - documentaire France / Grèce 2015
1h20mn **VOSTF** -

Du 03/11/15 au 03/11/15

« De Grèce et d'Espagne, un vent du sud souffle sur l'Europe contre la résignation. Dans les villes et les campagnes, dans les îles et les montagnes, au cœur des luttes et des alternatives en actes, des femmes, des hommes, mais aussi des enfants refusent de baisser les bras. Une même devise résume leur courage de résister, leur joie de créer et leur persévérance à toute épreuve : je lutte donc je suis (agonizomai ara iparko en grec et lucho luego existo en espagnol). Quelques mots pour vivre debout, parce que rester assis, c'est se mettre à genoux. Une brise marine, souriante et solidaire, de Barcelone à Athènes et d'Andalousie en Crète, qui repousse les nuages du pessimisme. Un voyage palpitant en musique, d'un bout à l'autre de

la Méditerranée, en terres de luttes et d'utopie. »

Écrivain et cinéaste franco-grec, formateur en philosophie et critique de la fabrique médiatique de l'opinion, Yannis Youlountas a photographié et analysé l'ensemble des événements en Grèce depuis les premières émeutes de décembre 2008 pour Siné-Hebdo puis Siné-Mensuel et d'autres médias alternatifs. Il est également l'auteur de deux livres sur le rapport de force dans la fabrique de l'opinion : Derrière les mots (satirique) et Paroles de murs athéniens (textes et photos) ainsi que de Exarcheia la noire (textes et photos avec Maud Youlountas) sur le cœur de la résistance et des alternatives à Athènes, publiés aux Éditions Libertaires. Dans *Je lutte donc je suis*, c'est avec poésie qu'il délaisse

l'analyse chiffrée pour un voyage émouvant fait de rencontres et de chansons au cœur de la résistance et des alternatives qui se renforcent de jour en jour.

Son film précédent, *Ne vivons plus comme des esclaves* en 2013, a été traduit dans 15 langues et a commencé à porter la parole du mouvement social grec sur tous les continents.

<http://www.cinemas-utopia.org/saintouen/>





Séance unique le vendredi 6 novembre à 20h30 à Utopia St-Ouen l'Aumône en présence d'Omar Slaouti et du Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri.

Soirée soutenue par Europe Ecologie les Verts Cergy, le Parti de Gauche 95, le NPA, Alternative Libertaire, et le Collectif Antifasciste 95.

QUI A TUÉ ALI ZIRI ?

Luc Decaster - documentaire
France 2015 1h31mn -

Du 06/11/15 au 06/11/15

Ali Ziri, un homme de 69 ans, décède le 11 juin 2009 après son interpellation par la police nationale à la suite d'un contrôle routier à Argenteuil. « Arrêt cardiaque d'un homme au cœur fragile », déclare le Procureur de Pontoise. Appuyant la famille qui vit en Algérie, un collectif d'Argenteuillais demande une contre-expertise. Deux mois plus tard l'institut médico-légal révèle 27 hématomes sur le corps d'Ali Ziri. Pendant cinq années, le cinéaste a suivi les pas de ceux qui demandent « Justice et vérité » après cette mort, ignorée des médias, mais que certains considèrent comme un lynchage digne des pires périodes de l'histoire. Au-delà d'une affaire de justice, Luc Decaster s'est attaché à représenter ce qu'une telle affaire suscite à l'intérieur d'une ville de banlieue ordinaire. Le cinéaste suit les échanges dans les rues de la ville, les entretiens avec les avocats dans les palais de justice, mais aussi les réunions internes du collectif « Vérité et justice pour Ali Ziri ». Au fil de la dramaturgie du film, des retournements de situations et de nouveaux espoirs, se révèlent des personnalités étonnantes d'ingéniosité. Par-delà les échanges, le film inter-

roge la justice française et ses incohérences lorsque des policiers sont mis en cause.

Le film de Luc Decaster, c'est six années de combat du Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, alternant espoir, désarroi, colère, découra-



gement, sans jamais renoncer et trouvant toujours l'énergie de poursuivre. Après le décès d'Ali Ziri, la Police Nationale du Commissariat d'Argenteuil n'a eu qu'un seul but : « effacer », ne laisser aucune trace de ce qui s'était passé le soir du 9 juin 2009. « Effacer » en renvoyant en hâte le corps en Algérie, « effacer » en déclarant la mort due à une hypertrophie cardiaque », C'était compter sans l'indignation et l'exigence de justice de nombreux Argenteuillais qui formèrent, avec une trentaine d'associations, le Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri. Après une manifestation de plus d'un millier de personnes dans les rues d'Argenteuil, le Collectif obtint, une autopsie et l'ouverture d'une procédure judiciaire à l'encontre de policiers pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». La mort de ce chibani n'était pas « effacée », elle ne passerait pas inaperçue, l'Affaire Ali Ziri commençait...

Le Collectif a traversé des épisodes de grande tension politique, l'affaire étant devenue nationale. En

pleine campagne des présidentielles cette affaire fut âprement discutée dans le cabinet de Guéant, en présence des syndicats de police, et rue de Solferino, avec la volonté de l'étouffer : le ministre de l'Intérieur de Sarkozy imposa le retrait de la plaque en février 2012. En mai 2013, Valls refusait de recevoir le collectif lors de sa venue à Argenteuil. La bataille judiciaire de non-lieu en non-lieu, de cour d'appel en cour de Cassation continue. La famille, soutenue par le Collectif, s'est à nouveau pourvue en Cassation. Reste à l'horizon, en cas d'un nouveau non-lieu, la Cour Européenne des Droits de l'Homme, qui a condamné la France dans quelques cas similaires.

Luc Decaster est un cinéaste/citoyen de combat. Ancien enfant des chantiers de Saint Nazaire devenu dessinateur industriel puis professeur d'histoire avant de prendre la caméra. Il a toujours, depuis 1994, filmé ceux qui se battent et à qui on donne rarement, pour ne pas dire jamais, la parole : ouvriers qui tentent de sauver leur usine, sans papiers, élue locale du pays nantais. Habitant d'Argenteuil, largement impliqué dans la vie de sa ville, il ne pouvait pas ne pas s'investir dans le combat des proches d'Ali Ziri. Son film a reçu le soutien d'Amnesty International, de l'Action Chrétienne pour l'Abolition de la Torture, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples. Les projections de ce film, soutenu par ces ONG internationales, renforcent la lutte pour la dignité, pour l'égalité, avec la question : « Les policiers seraient-ils au-dessus des lois ? »



La sangle qui attache tue le lien humain qui soigne

En France, chaque jour, on enferme, on immobilise, on attache, on sangle, des personnes malades.

Ces pratiques de contention physique d'un autre âge se déroulent quotidiennement dans ce pays. Ces pratiques dégradantes avaient quasiment disparu. Or les contrôleurs généraux des lieux de privation de liberté, Jean Marie Delarue puis Adeline Hazan, l'ont constaté, elles sont désormais en nette augmentation, qui plus est banalisées comme des actes ordinaires.

Dans le projet de loi « de modernisation du système de santé » on lit même que ces actes auraient des vertus thérapeutiques !

Nous l'affirmons : Ces actes ne soignent pas.

Nous soignants, patients, familles, citoyens ne pouvons accepter que ces pratiques perdurent. Les patients qui les ont subies en témoignent régulièrement, elles produisent un traumatisme à jamais ancré dans leur chair et dans leur cœur.

Dire non aux sangles qui font mal, qui font hurler, qui effraient plus que tout, c'est dire oui :

C'est dire oui à un minimum de fraternité.

C'est remettre au travail une pensée affadie, devenue glacée.

C'est poser un acte de régénérescence.

C'est trouver et appliquer des solutions humaines à des comportements engendrés par d'énormes souffrances, mais qui peuvent paraître incompréhensibles ou non traitables autrement. Or nous, nous savons que l'on peut faire autrement. Cela a été fait du-

rant des décennies, cela se fait encore dans certains services. Mais ce savoir faire est en train de se perdre au profit de la banalisation grandissante de ces actes de contention.

Nous l'affirmons : accueillir et soigner les patients, quelle que soit leur pathologie, nécessite d'œuvrer à la construction de collectifs soignants suffisamment impliqués et engagés dans le désir d'écouter les patients, de parler avec eux, de chercher avec eux les conditions d'un soin possible.

Un minimum de confiance, d'indépendance professionnelle et de sérénité est à la base de ce processus.

Or le système hospitalier actuel malmène et déshumanise les soignants.

L'emprise gestionnaire et bureaucratique envahit le quotidien : principe de précaution, risque zéro, techniques sécuritaires, protocolisation permanente des actes, réduction du temps de transmission entre les soignants etc... Elle dissout petit à petit la disponibilité des acteurs de soins : comment alors prendre le temps de comprendre, de chercher du sens, de penser tout simplement que le patient, si inaccessible soit-il, attend des réponses et des solutions humaines à même de l'apaiser. Ce contexte nuisible trouve dans la banalisation des actes de contention physique sa traduction « naturelle », expression du désarroi et/ou du renoncement. Repenser la formation, donner de toute urgence des moyens nécessaires à cette mission complexe et difficile est la moindre des choses et ouvrirait la voie à la réinvention de l'accueil et du soin.

Pensez-y. Qui d'entre nous sup-

porterait de voir son enfant, ou son parent proche, ou un ami, en grande souffrance, attaché, ligoté, sanglé ? Qui accepterait de s'entendre dire que c'est pour le bien de cette personne chère ? Qui pourrait accepter un tel acte alors qu'il est possible d'agir autrement ? Car il est possible d'agir autrement !

Mesdames, messieurs les parlementaires, nous savons que parfois il vous faut beaucoup de courage pour élaborer des lois qui semblent aller à contre-courant des idées reçues ! La maladie mentale fait peur. Le traitement de différentes affaires tragiques, mais totalement minoritaires, par les médias alimente cette peur. Ne pas céder à cette peur nous revient, vous revient à vous les élus du peuple. Il nous revient d'affirmer haut et fort qu'une vision sécuritaire de la psychiatrie va à l'encontre du besoin légitime de sécurité protectrice que soignants, patients et familles réclament.

Proscrire la contention physique permettra aux patients, aux familles, aux soignants de retrouver une dignité nécessaire et indispensable pour traverser les dures épreuves de cette souffrance psychique inhérente à l'humanité de l'homme.

Rien n'est hors de portée de l'intelligence humaine ! Mesdames, messieurs les parlementaires ne laissez pas les patients soumis à des traitements qui ne sont pas des soins !

<http://www.hospitalite-collectif39.org/?-NON-A-LA-CONTENTION-4>



**NON
à
EUROPACITY**

Le Parisien, 11 octobre 2015

95 VAL-D'OISE

Gonesse : les anti-EuropaCity disent non au tracé du superbuis

« **DES CHAMPS, PAS AU-CHAN** ». « Non au tracé à travers champs ». Pancartes et banderoles à la main, une soixantaine de personnes se sont réunies à la patte-d'oie de Gonesse, hier après-midi à l'appel du collectif pour le triangle de Gonesse. Elus et militants associatifs ont protesté contre le tracé du bus à haut niveau de service (BHNS) voulu par le conseil départemental du Val-d'Oise.

Ce qui leur pose problème dans l'itinéraire de cette ligne de 10 km qui doit relier la gare de Villiers-le-Bel - Gonesse - Arnouville à la gare RER B du parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis), c'est le tronçon situé sur le triangle de Gonesse qui passe au milieu des terres agricoles. « Un tracé alternatif était possible », s'insurge Bernard Loup, vice-président du collectif. Plus



Gonesse, hier. Les manifestants dénoncent le sacrifice des terres agricoles du triangle de Gonesse. (LP/P.Co.)

largement, ce rassemblement permettait aux militants de réaffirmer leur opposition au projet EuropaCity prévu sur le triangle, gigantesque centre commercial et

de loisirs, porté par Immochan, filiale immobilière d'Auchan. « Ce tracé, c'est la première brique d'EuropaCity », soupire un manifestant.

P.CO.



200 personnes réunies pour les Tibétains de Conflans

L'HIVER APPROCHE et des hommes et des femmes dorment dans la rue ou dans la forêt. C'est pour dénoncer cette situation que près de 200 personnes ont marché hier matin dans les rues de Conflans-Sainte-Honorine en soutien aux réfugiés Tibétains. Depuis 2014, la commune accueille entre 150 et 200 hommes et quelques femmes qui demandent l'asile politique en France.

« Jusqu'à présent, ils étaient logés dans une salle municipale, mais elle a été détruite cet été par la mairie, alarme Gérard Casson, président de la section locale des Droits de l'homme. Un certain nombre ont trouvé de la place à Andrésy mais 80 à 100 autres sont sans toit. » Parmi les membres du cortège figurent des militants associatifs ou



Conflans-Sainte-Honorine, hier. Entre 80 et 100 réfugiés politiques dorment dehors, sous des tentes. (LP/M.G.)

politiques. Les Tibétains ont pris place en tête. « Je dors dans la forêt de l'autre côté de la Seine, confie Phinsoc, un homme d'une trentaine d'années. Mais il commence à fai-

re froid. J'ai peur pour l'hiver. » Le collectif qui les soutient assure qu'il existe plusieurs lieux d'accueil possibles à Bonnelles et à Mézy-sur-Seine.

M.G.

Pourquoi c'est important

Entre 150 et 200 réfugiés tibétains et sans-abris vivent et dorment dans les rues de nos communes, dans la boue des champs d'Andrésy, dans celle des étangs du Corra à Achères, dans l'insalubrité de péniches à Conflans.

Une goutte d'eau au regard de l'ampleur du problème des réfugiés et sans-abris en France, dans l'Europe, dans le Monde.

Une tache d'indignité inacceptable pour nous, pour nos élus, pour les représentants des institutions de notre République. Ne l'acceptons pas.

Exerçons notre Devoir de Fraternité imposé par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Exigeons la réquisition immédiate des logements et locaux vides.

Monsieur le Préfet des Yvelines, vous êtes le représentant de la République. Au nom de notre République, exercez votre devoir de Fraternité : **RÉQUISITIONNEZ**

Mesdames et Messieurs les élus des Yvelines, vous êtes nos représentants. Soyez dignes de vos mandats, exercez votre devoir de Fraternité : **RÉQUISITIONNEZ** .

Signez la pétition:

https://secure.avaaz.org/fr/petition/Aux_elus_des_Yveliains_et_aux_autorites_departementales_de_lEtat_Pour_les_sansabris_et_les_refugies_requisition_des_locau/?ndwaYgb



PONTOISE

Parents et enseignants font monter la pression

« **DEPUIS QUINZE ANS**, je suis en CDD, sans aucune promotion. Et à chaque rentrée, j'ai la boule au ventre car je ne sais pas si je vais retrouver mon travail », confie une animatrice. Samedi matin, devant l'hôtel de ville de Pontoise, en plein marché hebdomadaire, elle a pris le micro pour exprimer sa détresse. Tout comme la directrice de l'école Paul-Cézanne : « Nos élèves ont le droit à une éducation correcte. On ne veut pas être obligés de compter les gommes ! » A l'appel de la CGT Educ'Action et deux semaines après un premier rassemblement, ils étaient à nouveau une centaine de parents, enseignants et agents de service Atsem (agent territorial spécialisé des écoles maternelles), venus manifester leur mécontentement.

« On refuse la baisse de dotation en fournitures par élève décidée par la mairie, énumère Olivier Delous, à la tête du collectif. Nous sommes aussi contre la baisse de rémunération des animateurs, dont le temps de surveillance des études a chuté de 44 %. Même chose pour les enseignants qui surveillent le goûter et l'étude. Et deux animateurs seulement sur 120 sont titularisés. Il faut un plan de titularisation. Enfin, nous réclamons le maintien d'une Atsem par classe. Dans les 55 classes, il manque aujourd'hui 4 postes et demi. »

Le maire reçoit une délégation

Le député-maire Philippe Houillon (LR) a reçu une délégation d'une trentaine de personnes. Dans un contexte de baisse des dotations de



Pontoise, hier. Parents et enseignants se sont à nouveau mobilisés pour obtenir de meilleures conditions pour le personnel des écoles. (LP/D.P.)

l'Etat de 6,5 M€ en cinq ans, le maire indique réfléchir à la répartition des Atsem en prévision de la rentrée prochaine, avec une hausse attendue d'effectif de 300 écoliers. « La titularisation des Atsem est soumise à l'obtention d'un diplôme, rappelle-t-il. Quant aux animateurs, on peut juste réfléchir à la situation des neuf référents de chaque école. Ce serait irresponsable de tous les titulariser, notamment parce qu'on ne sait pas si les TAP (NDLR : temps d'accueil périscolaire) dureront. »

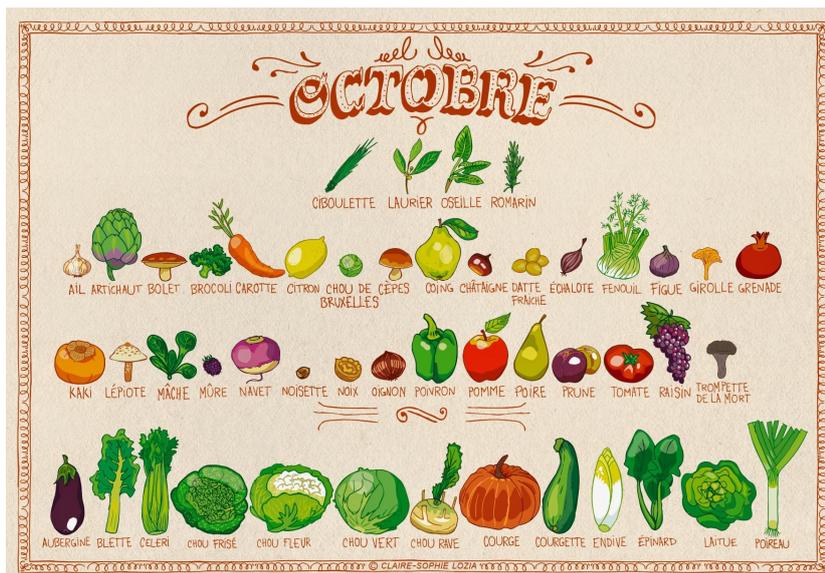
A l'issue de l'entretien, Olivier Delous indiquait que le projet Ecole déserte d'une journée, prévu après la Toussaint, est maintenu. Tout en se félicitant du maintien de la mobilisation au fil des semaines.

DANIEL PESTEL

Le Parisien 12 octobre 2015



Fruits & Légumes de saison



La rédaction: Les porteurs de projets Humains en VO.

Co-directeur-trice de publication de Co-rédacteur-trice en chef: Françoise Jolly et Patrice Lavaud.

MaquetteduGraal: JYB.

Contact: partidegauche95@gmail.com

Site @: <http://95.lepartidegauche.fr/>

Dessins:

Crédit photos: jyb et A.

Octobre 2015

« Faut savoir se contenter de beaucoup! » [A]

Retrouvez-nous sur le Babelweb:

Ermont: <http://energiecitoyenneermont.fr> energie.citoyenne@laposte.net

Auvers sur Oise: auverscitoyenne.wordpress.com
frontdegauchevalleedusausseron.blogspot.fr

<http://www.rassemblementcitoyenidf.fr/>

